

Brochure n° 3102

**Convention collective nationale**

IDCC : 1747. – **ACTIVITÉS INDUSTRIELLES  
DE BOULANGERIE  
ET PÂTISSERIE**  
**(12<sup>e</sup> édition. – Septembre 2004)**

**ACCORD DU 4 JANVIER 2005**  
**RELATIF AU FINANCEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

NOR : *ASET0550438M*  
IDCC : 1747

Entre :

La fédération des entreprises de boulangerie et pâtisserie françaises ;  
Le groupement indépendant des terminaux de cuisson (GITE),

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire CFDT ;  
La fédération des syndicats CFTC commerce, service et force de vente (CSFV) ;  
La fédération nationale agroalimentaire CFE-CGC ;  
La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des sections connexes (FGTA) FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

## TITRE I<sup>er</sup>

### CHAMP D'APPLICATION

Le présent accord s'applique aux entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective des branches signataires du présent accord et par exception :

- aux entreprises dont le code NAF ne relève pas de la branche mais qui, ne relevant d'aucun autre accord de branche obligatoire, appliquent volontairement la convention collective des entreprises de boulangerie et de pâtisserie industrielles ;
- aux entreprises à activités multiples, pour tous leurs établissements dès lors que l'activité principale de l'entreprise relève du champ d'application de la convention collective des entreprises de boulangerie et de pâtisserie industrielles ;
- aux sociétés holding des sociétés auxquelles cet accord s'applique ;
- aux organisations professionnelles et groupements d'entreprises du secteur de la boulangerie et de la pâtisserie industrielles ;
- aux organismes ou entreprises qui ont des liens économiques, juridiques ou de quelque autre nature avec les entreprises de boulangerie et de pâtisserie industrielles et dont l'activité est en rapport avec celle-ci et qui demandent leur adhésion à titre individuel. Les demandes d'adhésion individuelle doivent être agréées par le conseil d'administration de l'OPCA ;
- aux comités d'entreprises des entreprises relevant du champ de cet accord, pour leurs propres salariés.

## TITRE II

### FINANCEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Les partenaires sociaux constatent que tant l'accord que la loi font désormais obligation de désigner un organisme paritaire collecteur pour la contribution à la formation professionnelle des entreprises de moins de 10 salariés et pour la collecte de la contribution de 0,5 % de la masse salariale des entreprises de 10 salariés et plus.

L'AGEFAFORIA devient l'organisme paritaire collecteur agréé (OPCA) des entreprises de la boulangerie et de la pâtisserie industrielles et des terminaux de cuisson.

Afin de favoriser et de développer la formation professionnelle des salariés et de doter les entreprises des moyens nécessaires à la mise en œuvre de leurs besoins en formation, les partenaires sociaux décident d'adopter les dispositions suivantes.

#### Article 1<sup>er</sup>

*Adhésion à l'organisme paritaire collecteur de la contribution à la formation professionnelle dans les activités industrielles de boulangerie et de pâtisserie.*

L'AGEFAFORIA devient l'OPCA pour les activités industrielles de boulangerie et de pâtisserie ainsi que de toutes les entreprises relevant du champ d'application défini au titre I<sup>er</sup> du présent accord.

## Article 2

### *Contribution des entreprises*

#### 2.1. Entreprises employant moins de 10 salariés

Les entreprises employant moins de 10 salariés sont tenues de verser, le 28 février 2005, à AGEFAFORIA une contribution fixée à 0,45 % de la masse salariale brute au titre de l'année 2004. Cette contribution sera portée à 0,55% de la masse salariale annuelle brute à compter de l'année 2005.

La contribution se répartit de la manière suivante :

- 2.1.1. 0,15 %, versé et mutualisé à la section « Professionnalisation » de l'OPCA, au titre notamment des actions de formation, d'accompagnement, d'évaluation, de bilan de compétences, du tutorat, de l'apprentissage ou du financement de l'observatoire des métiers, de validation des acquis de l'expérience professionnelle menée dans le cadre du contrat ou de la période de professionnalisation et du droit individuel à la formation;
- 2.1.2. le solde, soit 0,30 % au titre de l'année 2004, puis 0,40 % à compter de l'année 2005, sera versé à la section « Plan de formation » de l'OPCA au titre notamment des actions de formation, de bilan de compétences, de validation des acquis de l'expérience professionnelle menées dans le cadre du plan de formation et du droit individuel à la formation.

#### 2.2. Entreprises employant 10 salariés et plus

Les entreprises employant au moins 10 salariés sont dans l'obligation de consacrer au financement des actions de formation professionnelle continue une participation minimale de 1,6 % de la masse salariale annuelle brute, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Cette participation, versée pour la première fois au 28 février 2005, se répartit comme suit :

- 2.2.1. 0,5 % versé et mutualisé à la section « Professionnalisation » de l'OPCA, au titre notamment des actions de formation, d'accompagnement, d'évaluation, de bilan de compétences, de validation des acquis de l'expérience réalisée dans le cadre des contrats et périodes de professionnalisation, des actions du DIF relatives aux priorités définies par les branches, de la formation des tuteurs, de l'apprentissage et de l'observatoire prospectif des qualifications et des métiers ;
- 2.2.2. Une partie des 0,9 % plafonnée à 0,32 % de la masse salariale annuelle nonobstant les contributions volontaires des entreprises allant au-delà de 0,32 %.

Cette contribution est affectée au nom de l'entreprise à la section « Plan de Formation » de l'OPCA au titre notamment des actions de formation, de bilan de compétence et de validation des acquis de l'expérience menées dans le cadre du plan de formation et du droit individuel à la formation.

- 2.2.3. 0,2 % au titre du CIF, versé au FONGECIF.

### 2.3. Reliquat de la contribution

La part du budget correspondant à l'obligation légale à laquelle est soumise l'entreprise et qui n'aurait pas été affectée à la formation au lendemain de la date légale de versement de l'année suivante est obligatoirement versée à l'AGEFAFORIA.

### 2.4. Bilan

Un bilan d'étape sera fait au cours du 2<sup>e</sup> semestre 2006 concernant l'utilisation des fonds visés aux articles 2.1.1 et 2.2.1 afin de définir leur répartition.

## Article 3

### *Utilisation des fonds*

#### 3.1. Section « Professionnalisation »

Les signataires décident, afin de soutenir le développement de la formation au sein des entreprises visées par le présent accord, que les fonds collectés auprès des entreprises, quel que soit leur effectif salarié, au titre des fonds visés à l'article 2 ci-dessus, peuvent être utilisés indifféremment par toute entreprise sans tenir compte de sa participation réelle, à l'exception des fonds visés aux articles 2.1.2, 2.2.2 et 2.2.3.

Au plus tard le 31 décembre de chaque année, une partie des contributions définies aux articles 2.1.1 et 2.2.1 pourra être engagée afin de financer des actions collectives dédiées au développement de la formation ou des métiers. Le montant de ce prélèvement sera déterminé chaque année par la commission paritaire chargée de la branche au sein de l'OPCA.

#### 3.2. Section « Plan de formation »

Les signataires conviennent qu'il peut être nécessaire de soutenir financièrement les entreprises occupant moins de 10 salariés, entrant dans le champ d'application du présent accord. A cet effet, il est instauré le principe d'une dotation sur les fonds mutualisés collectés au titre des fonds visés au 2.2.2 auprès des entreprises employant au moins 10 salariés. Dans le cadre de la fongibilité, le montant de cette dotation sera fixé par les partenaires sociaux.

Les projets de formation doivent porter sur des actions de formation de salariés qui ne pourraient pas être réalisées sur la base de la seule contribution des entreprises de moins de 10 salariés. Les fonds sont attribués aux entreprises éligibles sur la base de critères relatifs à la formation et aux publics concernés, par la commission paritaire chargée de la branche au sein de l'OPCA, en liaison avec la CPNEFP de la branche, à la condition que des fonds mutualisés d'entreprises de plus de 10 salariés soient disponibles à cet effet.

## **Article 4**

### *Financement d'actions spécifiques*

Les partenaires sociaux conviennent que l'OPCA pourra prendre en charge, notamment :

4.1. l'investissement nécessaire à la formation ouverte à distance et à l'utilisation par les salariés concernés de ce mode de formation ;

4.2. les frais d'accompagnement et les frais de jurys liés aux CQP agréés par la CPNEFP de la branche, et notamment ceux relatifs aux missions confiées à l'AGEFAFORIA. Ces frais seront financés sur le 0,32 % visé à l'article 2.2.2 dans la limite de 0,02 % de ladite masse salariale annuelle brute.

Fait à Paris, le 4 janvier 2005.

(Suivent les signatures.)